

# REVOLUTION SOCIALISTE



CP N° 57608 - Directeur de publication : Philippe Pierre-Charles - BP 1031 97200 Fort-de-France CEDEX - Fax 05 96 64 28 69 - imp.speciale GRS.

octobre 2006

RS N° 952

<http://www.grs.fr.fm/>

Prix : 1 euro

## FANON, CESAIRE, SCHOELCHER, BISSETTE, MARIE-JEANNE et NOUS

IL Y A 50 ANS, la LETTRE  
à Maurice THOREZ

**70 ANS DE LA CGTM : RÉFLEXIONS  
SUR UN ANNIVERSAIRE**

COUP D'ENVOI DE LA SIXIEME  
MARCHE MONDIALE DES FEMMES

EDITORIAL

## LA LUTTE EST GLOBALE

**"Lutte globale", "peuple global"... Beaucoup de polémiques ont tourné, dans les années 60, autour de ces notions énoncées par Frantz Fanon.**

**Il ne faut pourtant pas prendre au pied de la lettre ce clin d'oeil à FANON. Notre propos est plutôt, en prenant les choses sous un angle différent, de mettre l'accent sur les liens qui existent, en profondeur, entre tous les aspects de la lutte pour l'émancipation humaine chez nous.**

Il y a un premier lien que certains répètent avec raison ces jours-ci : on ne peut pas prendre à bras le corps les problèmes qui assaillent notre quotidien si on ne dispose pas du pouvoir politique. Actualité donc de la question des institutions. Oui mais comment gagner le changement institutionnel sans implication populaire ?

Personne ne peut plus croire sérieusement, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, à la " sagesse " du colonialisme, à sa capacité, au nom de la logique et du bon sens, de faire bouger les institutions politiques des colonies dans un sens qui rognerait, même modestement, son propre pouvoir.

Nécessité, donc, de la mobilisation populaire ! Oui, mais comment peut-on rêver d'une mobilisation populaire si le peuple précisément n'est pas associé, de bout en bout, à la défini-

tion des dites institutions ? Les conciliabules au sommet, les manœuvres entre dirigeants et gouvernement ont montré leur inefficacité (et la victoire du " oui " au référendum Girardin n'aurait rien changé de fondamental).

Incontournabilité, donc, de l'Assemblée constituante, seule formule politique par laquelle le citoyen de base peut choisir par son vote celles et ceux qui auront la charge de rédiger un projet d'institutions qui serait ensuite soumis à son approbation finale.

Oui mais comment espérer motiver la population pour de tels débats si l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, la santé, l'école, le logement, le transport sont laissés à l'abandon du libéralisme capitaliste ? La question sociale doit être indissolublement liée à la question des institutions. Sinon cette dernière n'intéressera que juristes et politiciens bourgeois.

Et vous croyez que la lutte sociale, moteur véritable de toute transformation, sera possible sans syndicats de travailleurs combattifs, vigilants dans la défense du plus grand nombre et disposant de tous les droits démocratiques nécessaires ?

Incontournabilité absolue du combat syndical et politique du monde du travail. Ce monde du travail est sexué, c'est-à-dire composé de femmes et d'hommes. Comment s'imaginer que ces dernières s'impliqueront totalement, si leurs problèmes spécifiques sont niés, leur droit à l'égalité

bafoué par l'autre moitié ? Nécessité donc du féminisme militant ! Mais l'énergie de toutes et de tous serait encore bridée, atrophiée, partiellement stérilisée si la force de la culture, la transcendance de l'art, la fulgurance de la création ne venaient donner à nos combats, le souffle, le rythme et l'émerveillement dont ils ont besoin.

Importance donc du combat culturel. Et que vaudrait tout ce beau programme si la survie de notre île comme de la planète entière était compromise par le modèle écologique, social et économique du capitalisme tardif ? Urgence donc du combat écologiste. Chacun sait que la plupart de ces combats, même engagés à l'échelle nationale ne peuvent fondamentalement se gagner que sur l'arène de la lutte internationale des travailleurs/euses et des peuples.

D'où la dimension internationaliste obligatoire de tout vrai projet d'émancipation.

Oui, la lutte est globale. Seule la compréhension agissante de toutes ces articulations ouvre la possibilité d'une lutte radicale. A défaut de quoi, le politique sera réduit à sa plus triste expression de carriérisme électoraliste, le syndicalisme sombrera dans un plat corporatisme, le féminisme se dégradera en sexisme, l'écologie ne dépassera pas l'amour des oiseaux, et l'internationalisme s'épuisera, balloté entre discours sans efficacité et transformation en ambassadeur a-critiques de tel état ou de tel gouvernement, pas forcément irrapprochables.

# FANON, CESAIRE, SCHOELCHER, BISSETTE, MARIE-JEANNE et NOUS

**Fausse querelle ou vrai polémique ? Débat tronqué ou vraie ligne de partage ? Il y a peut être un peu de tout cela dans l'empoignade actuelle sur les noms d'hommes illustres à attribuer aux lieux de prestige de notre pays. On est néanmoins autorisé à s'interroger sur la fonction exacte de la polémique en cours.**

En fin connaisseur de la psychologie politique martiniquaise Alfred Marie-Jeanne (AM-J) savait parfaitement qu'il déclencherait une tempête dans le verre d'eau du microcosme local ! Quelles que soient les motivations réelles (nous y reviendrons) de celui par qui le débat arrive, il n'y a pas lieu de l'esquiver.

Disons d'abord qu'on n'est pas obligé de communier avec ce goût frénétique des statues, des bustes, des noms de baptême humains pour les rues, places, monuments, villes, ...etc. mais si on s'y tient, il faut noter que beaucoup d'éléments, parfois complémentaires mais parfois aussi contradictoires entrent en ligne de compte dans le choix des noms.

On peut vouloir en baptisant un monument, signifier la reconnaissance effective d'un peuple pour celui dont on retient le nom, mais on peut vouloir aussi réparer un oubli, une injustice à l'égard d'un prédécesseur trop ignoré ! On peut vouloir confirmer un sentiment répandu dans le peuple ou au

contraire initier une rupture avec une façon de voir traditionnelle.

En la matière le fait de débaptiser de rebaptiser n'a pas moins de sens que celui de baptiser pour la première fois.

En tout état de cause, attribuer un nom c'est livrer un message pour les générations actuelles ou à venir ou simplement traduire dans un geste symbolique une évidence populaire.

On est donc en plein dans le domaine du politique et du pédagogique... Et la façon dont on procède est également instructive.

Des lycéens interviewés ont répondu en cœur : « *on aurait dû nous consulter avant de vouloir débaptiser le lycée Schoelcher* ». Pourquoi la seule génération actuelle ? M.T. Léotin, vice – présidente de la région répond : « *ce sont les instances politiques qui décident en dernier ressort* » et le « *seul avis qui peut faire arrêter le projet est le refus de la personne concernée (...) ou celui de sa famille...* » Et l'avis du peuple, camarade ?

Sans avoir besoin d'un référendum, on sait que les noms de Fanon, de Césaire, de Schoelcher jouissent du respect, de l'admiration, de l'affection même du plus grand nombre.

Nous aurions d'ailleurs préféré qu'il y ait moins d'hommages déclarés pour ces grands noms et plus de lectures réelles de leurs œuvres, plus de

méditation sur leur vie, plus de volonté de poursuivre leur combat.

Paradoxalement, il y aurait moins de passion suspecte dans le débat sur les noms s'il y avait plus d'engagement dans le combat encore d'actualité de ces trois hommes !

Par décence nous n'insisteront même pas sur le spectacle offert par certains authentiques assimilationnistes d'aujourd'hui : ils se livrent sans retenue à la cérémonie des louanges à Frantz Fanon, par exemple, alors que toute leur vie (actions et omissions incluses) est une véritable injure à la mémoire du combattant révolutionnaire encensé !

De même ne cachons pas que la lecture de Victor Schoelcher, en ce XXI<sup>ème</sup> siècle, nous semble une nécessité dont beaucoup de discoureurs actuels devraient s'inspirer.

Au-delà des limites de Schoelcher – qui sont réelles même en le replaçant dans le contexte de son époque - le combat du XIX<sup>ème</sup> siècle de cet Alsacien mérite notre reconnaissance. Combat pour l'abolition de l'esclavage bien sûr, mais aussi combat contre le racisme, combat pour le respect dû à Haïti, à Toussaint Louverture, à Dessalines, combat pour la démocratie, pour le progrès des classes défavorisées, pour l'école, contre l'obscurantisme du clergé colonial, contre la domination de la caste békée, pour le respect des Afri-

(Suite en page 4)

# FANON, CESAIRE, SCHOELCHER,

cains et des cultures africaines, pour l'avenir des îles antillaises.

On glose volontiers sur l'assimilationnisme (politique et non culturel) de Schoelcher. Notons toutefois que Schoelcher a au moins rêvé de l'indépendance des Antilles, qu'il a prophétisé (en plein XIX<sup>e</sup> siècle!) une Fédération de toutes ces îles dont il pronostiqua l'indépendance. On sait comment de telles idées en 2006 donnent la cacarelle à tant de monde !

Le courage, le dévouement dont a fait preuve Schoelcher, dans les conditions de son époque, dépasse de loin ce qu'on peut attendre de la plupart de ceux pour qui on va bientôt vous demander de voter !

Il est bien vrai que le nom de Schoelcher est omniprésent en Martinique. Il est bien vrai comme l'écrit M.T. Léotin que «*les peuples n'ont pas besoin d'idoles*» (goûtons sans modération le plaisir de cette citation sous la plume d'une défenseuse déclarée de Joseph Staline, celui qui a fait de l'idolâtrie pour sa propre personne une condition pour ne pas finir au goulag !)

Oui, il faut se débarrasser sans hésitation de toute idolâtrie à l'égard de Schoelcher. Mais il faut aussi observer que la volonté de débaptiser le lycée Schoelcher prend une bien curieuse signification quand elle s'accompagne du souhait concomitant de glorifier Cyrille Bissette.

Car après A M-J qui suggère de donner le nom de Bissette à la ville de Saint-Pierre, voici

les Claude Ribbe, les Félicien Chancel qui viennent à la rescousse.

Félicien Chancel qui écrit : «*Bissette, un martiniquais de naissance*»(sic), fut le (sic) pionnier dans la lutte antiesclavagiste dès 1823 ! Nous n'aurons pas la cruauté de dresser pour Félicien Chancel la liste de ceux qui –à part les esclaves eux-mêmes l'ont précédé le pionnier.

Claude Ribbe qui écrit : «*Bissette, le grand martiniquais dont le nom serait injustement banni de l'histoire de notre pays*». Bissette, «banni de l'histoire de notre pays» ? On croit rêver. Il n'y a pas un seul exposé de militant, un seul cours d'enseignant, une seule brochure d'historien qui, traitant du 22 Mai 1848, ne commence par une référence obligée à «*l'affaire Bissette*».

Il faut rappeler pourtant à nos néo-Bissettistes que si le nom de ce «*grand martiniquais*» n'est pas davantage vénéré, ce n'est pas d'abord parce que son abolitionnisme est postérieur à la sauvage répression dont il fut victime lui-même en tant «*qu'homme de couleur libre*» défendant ses pairs dans sa courageuse et très fameuse brochure.

Ce n'est pas non plus parce que comme bien d'autres dans sa caste, il a participé en son temps à la répression des esclaves insurgés.

Non, ce qui a terni, à juste titre, le prestige de Bissette c'est qu'après l'abolition de l'esclavage, sur toutes les grandes questions sociales il a adopté

les positions conservatrices de sa classe. C'est ce choix de classe, très clair, qui l'a logiquement conduit dans les bras de la caste béké.

Bissette «*le pionnier dans la lutte antiesclavagiste*» (Félicien Chancel) ne s'est donc pas mis «*en position d'adoration pour remercier le grand papa blanc*» (pour parler comme M.H.Léotin). Il s'est simplement mis en position de soumission au papa blanc sur place, un papa blanc à peine recyclé de son esclavagisme passé.

Il y a vingt ans A M-J aurait sans doute proposé qu'on donne le nom de l'esclave Romain à la ville de St Pierre. Aujourd'hui il avance plutôt celui de Bissette ! Signe des temps ?

Il y a une ironie supplémentaire dans l'histoire. C'est que l'homme politique qui a le plus fait dans ses discours pour amener les Martiniquais à se réclamer du progressisme de Schoelcher plutôt que du conservatisme de Bissette n'est autre ... qu'Aimé Césaire.

Dans le jeu de chaises musicales proposé par A M-J pour baptiser les lieux prestigieux, il y a aussi le nom de F. Fanon pour baptiser l'aéroport du Lamentin. Comme un seul homme beaucoup ont répondu qu'il ne faut pas opposer Césaire à Fanon et réciproquement.

Si «*ce sont les instances politiques qui décident*» comme l'écrit M-H Léotin, celles-ci doivent le faire en bannissant aussi bien la langue de

# BISETTE, MARIE-JEANNE et NOUS

bois que le « coup » politique. Pour s'orienter dans cette affaire il faut prendre en compte tous les éléments.

Si Aimé Césaire a été le plus brillant parmi les intellectuels qui ont aidé les Martiniquais à révolutionner leur vision d'eux-mêmes et du monde, Frantz Fanon reste l'exemple le plus achevé de l'engagement jusqu'aux conséquences les plus extrêmes de ses idées. Cette radicalité des analyses, cette détermination dans les actes nous a rendu politiquement plus proche de Fanon que de Césaire.

Nous n'allons pas nous abaisser à le cacher. Mais cela ne résout pas le problème du nom de l'aéroport.

Il serait dérisoire de résumer la question à une simple affaire de proximité idéologique. Césaire comme Fanon figurent et resteront dans l'histoire de notre pays et du monde. Ce n'est que justice, n'en déplaise à ceux qui discourraient doctement il y a une vingtaine d'années sur la grave question de savoir si Césaire était un « *nègre gréco-latin* » (sic), n'en déplaise tout autant à ceux qui ont passé leur vie à dénigrer Frantz Fanon et à soutenir avec hargne les interdictions du pouvoir colonial le concernant.

A l'heure de baptiser un aéroport, l'examen des mérites comparés de Fanon et Césaire a quelque chose d'indécent. C'est pourquoi nous trouvons dérisoire l'utilisation de cette question pour réaliser un coup politique à base de division fac-

tice de l'opinion, de dramatisation artificielle d'une fausse querelle destinée au fond à mieux masquer la fragilité des clivages politiques entre A M-J et le PPM

L'agitation de la bataille du nom joue donc le rôle d'un leurre par rapport aux vrais enjeux de la lutte politique.

Quand Serge Letchimy déclare que le projet de l'autonomie serait la vraie justification sa candidature aux législatives et qu'A M-J et le MIM expliquent leur participation par la seule volonté de relancer le débat institutionnel, ou est la différence ? quand le « projet-Martinique » du MIM rencontre la grande sympathie du président PPM de la CACEM, ou est le clivage ?

Ah, c'est vrai qu'A M-J a vertement dénoncé la « réconciliation » symbolique de Serge Letchimy et de quelques békés le 22 Mai sur la place Abbé Grégoire (voir RS n°950 de juin 2006). Mais n'est-ce pas le même A M-J qui plastronnait avec délectation en compagnie des représentants les plus attitrés de la bourgeoisie békée lors de la présentation fort médiatisée du « projet-Martinique » à Madiana ?

Nous ne sommes pas sûrs que ces postures s'inscrivent dans la droite ligne du message des « Damnés de la terre ». Ce que nous croyons en revanche c'est que le nécessaire débat critique entre la pensée de Césaire et celle de Fanon, entre toutes les deux et les exigences d'aujourd'hui mérite un autre cadre que les polémiques sur les noms d'aéroport.

Pourquoi notre critique s'adresse-t-elle plus à A M-J qu'à ses adversaires en la circonstance ?

Tout simplement parce que l'antériorité de la proposition des compagnons de Césaire est évidente et reconnue par tous. Nous pouvons témoigner de deux choses : d'abord que dès le début des années 90, l'idée de baptiser l'aéroport du Lamentin était largement évoquée au sein du conseil municipal de Fort-de-France. Ensuite que le moins empressé de l'affaire était Aimé Césaire lui-même. Ce peu de goût de l'intéressé pour l'idolâtrie l'honore indiscutablement, à nos yeux en tout cas.

Le fait qu'un consensus s'est plus ou moins créé sur cette idée est parfaitement connu d'A M-J, puisque consulté, il trouva la chose non « *opportune* ».

C'est donc en toute conscience qu'A M-J a mis en place son leurre. L'argument murmuré qu'il vaut mieux honorer les disparus que les vivants vaut ce qu'il vaut. D'autres lui opposent que c'est précisément du vivant des êtres chers qu'il faut leur témoigner estime et reconnaissance.

Il est clair que nul ne peut ignorer- et Césaire moins que tout autre sans doute- la place que le père de la négritude occupe dans l'esprit et les cœurs des Martiniquais et de beaucoup d'autres.

Certes, on n'a cependant pas entendu ce type de discours lorsque Joseph Zobel et

(Suite en page 7)

## IL Y A 50 ANS, la LETTRE à Maurice THOREZ

Pour André Constant dirigeant du PCM, l'évocation de cette page d'histoire du mouvement ouvrier martiniquais obéirait à des motivations suspectes : pourquoi exhumer un épisode qui n'a amené que division et affaiblissement que nous serions toujours en train de payer ? Curieuse attitude pour un marxiste dont le slogan serait : cachez cette histoire que je ne saurais voir ! A ce rythme, soit dit en passant, il ne faudrait pas non plus parler de la naissance du mouvement communiste martiniquais qui s'est faite sous le signe d'une (salutaire) division d'avec le Lagrosillérisme ! Mais passons.

Revenir sur la rupture d'Aimé Césaire avec le « communisme » officiel ne se résume évidemment pas à un simple désir de sortir quelques cadavres du placard. C'est une nécessité pour comprendre certaines des caractéristiques du mouvement ouvrier martiniquais actuel et réfléchir à la façon de dépasser une mésaventure dont nous pâtissons encore : le rendez-vous manqué entre le mouvement ouvrier réel et la question nationale martiniquaise. Ce qui dérange beaucoup de monde encore aujourd'hui c'est la responsabilité du stalinisme dans ce rendez-vous manqué.

On ne comprend pas grand-chose à la rupture Césaire/Thorez si on ne la replace pas dans le cadre de la crise globale du stalinisme. Pour le stalinisme aussi l'apogée des années d'après guerre fut très proche des débuts

retentissants de la crise. Contrairement à ce qu'écrit Raphaël Confiant (« Une traversée paradoxale du siècle ») ou que répétera sur ATVE. Marajo, le mérite de Césaire n'est pas d'avoir été « le premier », ni même parmi les premiers à avoir proclamé l'impasse tragique du stalinisme. Qu'il l'ait fait avant A. Constant, A. Nicolas, René Ménil, ... etc. est une évidence.

Est-ce une raison pour faire semblant d'ignorer que dès les années 1920 une opposition de gauche à l'abomination stalinienne existe en Russie et hors de Russie ? En la matière c'est plutôt la lenteur de Césaire qui frappe ! Il est peu connu mais avéré qu'A. Césaire, T. Léro et quelques autres Martiniquais recevaient bien avant la lettre à M. Thorez des informations d'opposants de gauches au stalinisme.

Il est plus connu qu'Aimé Césaire a fréquenté de près André Breton ou encore Daniel Guérin qui ont fait partie de cette opposition de gauche au stalinisme. Ne parlons même pas des son rapport particulier avec la Yougoslavie dont l'expérience Titiste de rapports houleux avec l'URSS stalinienne n'était un secret pour personne.

Le mérite de Césaire n'est donc ni la précocité ni encore moins l'antériorité de son anti-stalinisme. Il est en revanche d'avoir bravé les foudres d'un parti dont il était député et qui disposait à l'époque d'une influence considérable, y compris parmi les intellectuels français et antillais. L'in-

térêt de la dénonciation césairienne est qu'elle combine des réflexions assez largement répandues sur le communisme stalinien sur le plan international avec une critique de la politique coloniale du PCF, de son « fraternalisme » dont les effets néfastes se voyaient déjà également dans sa position face à la révolution algérienne.

Sur tout cela, la critique césairienne était fondamentalement juste. Le nier un demi-siècle plus tard relève de la cécité, et se taire, relève de l'opportunisme. Encore faut-il comprendre et souligner que ce rejet du stalinisme s'inscrivait dans un contexte de crise grandissante du système, ce que visiblement André Constant se refuse à faire en privilégiant les questions de personnes !

En intégrant sa propre expérience de colonisé, membre d'un parti français dans sa critique, Aimé Césaire faisait avancer la dimension anticolonialiste du combat du peuple martiniquais. A ce niveau là aussi, il y a une actualité de la lettre à Thorez.

Il suffit de voir le nombre d'organisations syndicales incapables de franchir le pas de se proclamer organisations martiniquaises autonomes et non appendice d'une organisation française aujourd'hui encore !

Ou encore de voir pour un plat de lentilles, telle ou telle fraction syndicale se soumettre aux injonctions du grand frère Chérèque, pour comprendre que

*(Suite en page 12)*

## L'EXEMPLE de L'HOTEL ANCHORAGE de STE ANNE

L'action syndicale qui se mène en ce moment à l'hôtel Anchofrage est très éclairante sur les tendances actuelles de l'évolution hôtelière et sur les méthodes patronales pour les faire passer dans la vie.

De plus en plus, la main d'œuvre est considérée comme l'élément qui freine le tourisme hôtelier.

Alors qu'ils ne cessent de « justifier » leurs démarches de subventions par la nécessité de développer l'emploi, les patrons du secteur n'ont qu'un désir : aboutir à une situation où les

Hôtels fonctionneraient sans personnel pour le faire tourner !

Les résidences hôtelières sont la méthode par laquelle l'hôtellerie tend à se confondre avec l'immobilier.

Ces messieurs voudraient que les clients ne soient plus que locataires se passant de personnel.

À l'hôtel Anchofrage l'idée est même de vendre les chambres à des spéculateurs qui n'auraient plus qu'à les louer à des touristes.

Au bout du système, c'est l'emploi qui est menacé.

Le propriétaire vendeur planifie consciencieusement la diminution du personnel.

Pour donner le change, il fournit à l'acheteur des fiches où celui-ci est supposé répondre s'il souhaite ou non garder les services actuellement fournis aux clients.

Pour faciliter la réalisation du plan, le patronat veut éliminer tous les obstacles.

Le premier visé est le Comité d'Entreprise (C.E) . La loi oblige que cette instance représentative du personnel soit consultée.

Rien de plus simple : on supprime le C.E, en organisant par les élections, en découpant l'entreprise en morceaux pour la sortir de l'effectif justifiant l'existence d'un C.E .On ajoute une petite triche supplémentaire en proclamant que l'effectif n'est déjà plus suffisant alors que la loi prévoit un calcul basé sur les trois dernières années.

En matière de mépris pour le C.E, le patronat d'Anchofrage ne manque pas de tradition : le CDMT a traduit en justice un chef qui a grossièrement produit un faux en falsifiant les signatures au bas d'un procès

verbal mensonger de C.E.

Mais la justice prend son temps et ce n'est pas cette mansuétude là qui irriterait Sarkozy, bien sûr !

Evidemment , ces magouilles provoquent la mobilisation des salariés : tracts, réunions, débrayages, médiation, contact avec le maire M. Garcin Malsa qui constate que les hôtels de la commune sont prompts à demander des aides publiques, mais beaucoup moins empressés lorsqu'il s'agit de respecter les droits des travailleurs .

Pour aveugler les faibles et semer la division, la direction d'Anchofrage choisit quelques salariés pour leur lâcher quelques miettes au lieu de passer par la voie normale de la négociation annuelle obligatoire.

Il y a peu de chance que cette manœuvre fonctionne.

En attendant, l'urgence, c'est de jeter une lumière crue sur le comportement de cette multinationale et de construire la solidarité autour des salariés du groupe Anchofrage /caritan.

## FANON, CESAIRE, SCHOELCHER BISSETTE, MARIE-JEANNE et NOUS *(suite de la page 7)*

Edouard Glissant, Euzhan Palcy ont vu leurs noms donnés à un lycée ou à deux collèges de Martinique. Pour notre part nous pensons que ce qui manque à Fanon (et même aussi à Césaire d'ailleurs) ce n'est pas un nom au fronton d'un aéroport international

après de nombreux autres lieux. Non ce qui manque, c'est plus de lectures passionnées et critiques, plus de débats, même polémiques, plus de colloques qui ne soient pas corsetés par les détenteurs officiels de leur label respectif, plus de volonté de reprendre,

d'actualiser leur message, plus de volonté de s'inspirer aussi bien de la radicalité fanonienne que de l'humanisme césairien pour les appliquer avec hardiesse aux conditions de notre temps. Alors seulement la polémique des noms de baptême aura servi à quelque chose.

## 70 ANS DE LA CGTM :

On peut regretter que pour la célébration des 70 ans de la CGTM, les dirigeants n'aient pas cherché à prendre langue avec ceux de la CGTM-FSM, l'autre branche, minoritaire, née avec la scission de l'ex-CGTM, en juin 1990,

Ghislaine Joachim-Arnauld, la secrétaire générale de la CGTM, ne dit elle pas : « *ce passé est bien loin. Il n'y a plus d'animosité entre les deux camps* » (propos reportés par France-Antilles).

Ne soyons pas naïfs. Une commémoration commune n'aurait sans doute pas été chose aisée, en dépit de ces bonnes paroles sur la fin de l'animosité. Mais l'événement méritait selon nous que l'effort fût fait. Après tout, la CGTM avait bien proposé à la CGTM-FSM de faire liste commune aux élections prud'homales au nom de la communauté de sigle sinon de ligne ! Si la CGTM imaginait une campagne électorale commune pour le présent, pourquoi n'a-t-elle pas pu imaginer une célébration commune d'une naissance... datant de 70 ans ? Une tentative sincère d'action commune pour l'occasion aurait en tous cas contribué à éviter le malaise évident lié à cette célébration pour une des branches (la branche

CGTM), que l'on peut difficilement présenter comme héritière idéologique la plus légitime et la plus « naturelle » des fondateurs de la CGTM.

Il est clair que Philibert Duféal, Luc Bernabé, Luc Cayol sont bien plus dans la filiation Victor Lamon ou de Léopold Bissol que Ghislaine Joachim-Arnauld ou Louis Maugée ! Nous sommes au GRS, d'autant plus à l'aise pour le dire que nos camarades dans la CGTM ont eux aussi subi les foudres de Lamon, Duféal, Bernabé, Bramban etc. lorsqu'ils régnaient sans partage sur la CGTM ; et au moment de la scission organisée par les minoritaires, nous avons logiquement choisi le « *camp* » (?) de la rénovation et de la radicalisation avec la « *CGTM tendance Joachim* » comme on disait à l'époque.

Et c'est précisément parce que cette CGTM est largement majoritaire par rapport à la CGTM-FSM et parce qu'elle est plus combative au moins au niveau de sa direction, qu'elle aurait dû prendre l'initiative pour une célébration commune. Celle-ci aurait sans doute été plus difficile à mettre en œuvre mais infiniment plus riche, plus vivante, plus attractive et finalement plus digne de l'événement fondateur de 1936 !

Nous osons dire d'ailleurs que cet événement n'appartient à personne en propre parce qu'il appartient à tous ceux, toutes celles qui dans le mouvement ouvrier, membres ou non de telle ou telle CGTM, veulent réaliser les promesses de luttés des Lamon, Bayardin, Bissol, Ménil... Il n'existe pas de luttés de classes aseptisée, débarrassée de polémiques et d'empoignades ; et les 70 ans de la CGTM sont tout sauf un long fleuve tranquille qui aurait coulé de Lamon-père à Lamon-fils ou à Ghislaine ! La bataille pour la sécurité sociale, pour les conventions collectives, contre la barbarie répressive du patronat et du pouvoir colonial, pour les libertés démocratiques, pour des salaires décents, contre les licenciements... a été l'occasion d'heures glorieuses et parfois même héroïques, payées en vies humaines et séjours dans les commissariats et les prisons, en années de salaires perdus, etc...

Il est juste de reconnaître que c'est plutôt la CGTM des premiers temps qui a payé le tribut le plus lourd pour des acquis dont nous bénéficions encore plus ou moins aujourd'hui. Mais durant ces soixante dix années, il y eut aussi des luttés bradées, des combats non engagés, des capitulations sur le programme (comme en janvier-



# RÉFLEXIONS SUR UN ANNIVERSAIRE

février 1974). Il y eut même un Victor Lamon mettant les ouvriers en garde, en pleine assemblée générale du syndicat, contre « *les petits fascistes qui distribuent des tracts* », petits « *fascistes* » qui n'étaient autres que...les militants d'extrême gauche luttant pour populariser, soutenir, participer aux luttes des travailleurs ! Car la CGTM a aussi souffert des méthodes stalinienne qui sont d'ailleurs à l'origine de la scission de 1990.

Le rôle des militants révolutionnaires d'aujourd'hui n'est ni de réchauffer des haines recuites, ni de cacher les souvenirs qui fâchent. Il est, en s'appuyant sur l'éclairage de l'expérience, de chercher les voies et moyens de surmonter les obstacles à l'action unitaire, entre adversaires d'hier mais bien au-delà, pour proposer des objectifs clairs et partagés. Jusqu'aux environs des années 60, la CGT d'abord, puis la CGTM ensuite était la seule organisation syndicale ayant une orientation à la fois de lutte de classes et d'anticolonialisme. C'est son mérite inéfaçable.

Depuis les années 70, la situation s'est diversifiée et complexifiée. D'autres organisations sont nées ou se sont radicalisées. La CDMT, la CSTM, l'UGTM se situent elles aussi sur le terrain de

l'anticolonialisme et de la lutte des classes. Aujourd'hui des nuances, des différences voire des clivages passent à l'intérieur de toutes les organisations et sont parfois plus significatives, dans la pratique que dans les différences existant entre telle ou telle organisation. Si bien qu'il est assez curieux de voir les dirigeants trotskistes de la CGTM se déclarer « *cégétistes* » (et non simplement membres de la CGTM), se réclamer donc du « *cégétisme* » comme s'il s'agissait d'une idéologie, d'une doctrine particulière qui ferait de la CGTM un bloc homogène opposable à d'autres blocs syndicaux.

Cette vision est peut être commode pour créer un « *patriotisme* » d'organisation plutôt suspect mais guère propice à une vision réelle du mouvement ouvrier réel en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Et puisque la CGTM ne peut plus prétendre, comme dans les années 30, 40, 50, 60 à un monopole de la radicalité, cela veut dire que la reconstruction d'une unité efficace suppose la prise en compte de la diversité, un effort plus grand de « *la première organisation syndicale* » pour dépasser les héritages sectaires et proposer une alternative globale anticolonialiste et anticapitaliste.

Il ne suffit pas de procla-

mer, comme le fait Guy Dufond, la CGTM comme « *un des instruments pour construire, à la Martinique, un avenir libéré du colonialisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme* » pour régler le problème.

Il faut clairement poser la question : que signifie pour la CGTM « *un avenir libéré du colonialisme* » quand on sait que la nouvelle direction de la CGTM a fait enlever de la ligne, la revendication de l'autonomie sans la remplacer par rien du tout en matière de revendication nationale.

C'est dire qu'il y a matière à débats et le 70<sup>ème</sup> anniversaire n'a malheureusement pas été saisi comme une occasion pour les mener.

L'ouverture d'esprit consistant à offrir sur une même table de littérature la dernière édition des « *Damnés de la terre* », le dernier ouvrage d'André Lucrèce et les brochures de « *Lutte ouvrière* » est sans doute à saluer.

Prendre à bras le corps l'ensemble des problèmes de l'émancipation nationale et sociale, les placer au cœur des débats aussi bien en interne qu'en intersyndicale, agir pour que tout cela débouche sur un vrai programme ouvrier et populaire, cela demande une autre audace, indispensable 70 ans après !

# COUP DE COEUR

*Depuis quelques années, le bèlè acquiert droit de cité en Martinique: groupes et swaré bèlè « officialisés », parutions plus fréquentes d'albums, etc.*

*Est-ce un effet de mode ? C'est surtout une lame de fond vivante, activée par des militants culturels. Sinon, comment expliquer que tant de jeunes intègrent durablement des groupes de bèlè, apprennent la frappe, les chorégraphies, etc.*

Est-ce alors l'expression d'une nostalgie passéiste ? Pas davantage, car le bèlè n'est pas pure adaptation de morceaux anciens, il se modernise : forme, sujets abordés... Deux CD assez récents peuvent l'illustrer : « Ventan Séyon » de l'AM4, et « Emosyon bèlè » d'Edmond et Manuel Mondésir.

7ème album de l'AM4, « Ventan Séyon » comporte vingt titres variés et intéressants par les thèmes et/ou leur traitement. A l'évidence, l'équipe des frè-

res Dru a dû réaliser un travail de recherche de terrain, auprès des Anciens, les écouter, tenter de codifier de nombreux points, et combattre les préjugés culturellement assimilationnistes. « **Béliya la Tracé** » rappelle que « Sa nou trasé sé pa nou ki koumansé'y... Sé pa nou ki ké fini'y ». Une phrase-clé apparaît comme anodinement : « An vérité nou ka trouvé nasion-an manmaï la ». Le fait national évoqué, mais pas de nationalisme : l'AM4 nous conviera chaleureusement vers d'autres lieux. Par ailleurs, certains morceaux abordent nettement l'actualité récente, des positions engagées sont prises (non partisans). Quelques exemples.

« **Manman Manman** » et « **Nou lé Nwar** » nous plongent dans le problème de la mémoire de l'esclavage et la traite, crimes contre l'humanité, de leur minimisation voire leur réduction à un problème « réglé », de l'escroquerie de ceux qui parlent de « rôle positif de la colonisation ». Révisionnisme que l'AM4 dénonce sans ambages. « Manman Manman », c'est la parole émue d'un fils du peuple découvrant que l'esclavage a vraiment concerné ses ancêtres et qu'on le lui avait caché, et qui fait le lien entre ce mensonge colonial et les qualifications de « bagaï vié nèg » pour le bèlè, le créole, etc. Toujours avec émotion, « **Nou lé Nwar** » (gran bèlè) dénonce

la mauvaise foi de ceux des Européens (seulement ?) prétendant que les comptes de la traite-esclavage sont « réglés », et le scandale par lequel certains même condamnent les afro-descendants revendiquant réparation. Les thèmes se recourent. Au plan mélodique ce gran bèlè fonctionne un peu comme « Nérozjé, Madanm la pran balans la pou'i pésé la chèr umène ». Hasard ou fil sous-terrain ?

« **Vwayajé** ». Victor Treffre y chante une envie viscérale de voyager dans les « ailleurs » que sont les pays Caribéens voisins, inconnus du personnage. Pas l'envie de « faire des affaires au Venezuela » : ce sont les pays qui l'attirent, pas le « business »...

« **Chavez bravo !** » évoque le Venezuela, dirigé par un homme, mais travaillant en pratique à améliorer les conditions de vie des pauvres : logement, santé publique, alimentation, éducation populaire. Tout ceci dans le cadre d'une coopération régionale progressiste.

L'AM4 rend hommage à Chavez, rappelle ses initiatives anti-impérialistes, chante l'espoir qu'elles inspirent et la nécessaire solidarité des peuples dans la région, « Chavez ou ban nou on fos pou nou sanblé ». Mais ce n'est pas du « tract musical ».

« **Arafat** ». Quelque part, cet anticolonialiste palestinien a symbolisé le droit de son pays à disposer de lui-même face à Israël. Pour les Antillais qui connaîtraient mal le « Proche-Orient »,

# MUSICAL *(Sans prétention musicologique)*

« Arafat » fournit des pistes simples : un nom célèbre, deux mots d'ordre : « Liberté pour la Palestine, Paix pour la Palestine ». Ce pays est loin des Antilles, mais les peuples dominés doivent se soutenir d'un point à l'autre de la planète. C'est indispensable pour affaiblir la « mondialisation » capitaliste. Les « Sa pa pwoblèm mwen » ne sont pas de mise!

« **Wacha wacha** » rappelle les différents types de bèlè (SL). Après un « suspense » ludique, ce terme générique est dévoilé comme recouvrant de nombreuses musiques et danses n'ayant ni même forme, ni même signification : bèlè stricto sensu, mais aussi béliya, gran bèlè, kalenda, danmyé, mabélo, kanigwé, vénézuèl, etc. Car certains perçoivent encore le bèlè comme quelque chose de primitif, avec un simple tak-pitak-pitak-tak! , des roulements de tambour et des paroles primaires. Écoutons et regardons de plus près avant de « juger ».

D'autres chants sont très beaux. Évoquons seulement « Lavwa sényè ». Si on a perdu un proche, et quelle que soit la vision du monde, on est ému par ce chant, à la fois doux, chaleureux, tendre... Au-delà de sa militance culturelle dans la durée, l'AM4 nous touche dignement et sans puérile « pudeur ».

De leur côté, MONDESIR père et fils nous proposent « **Emosyon Bèlè** ». Le travail d'E. Mondésir a apporté du nou-

veau dans la forme du bèlè. Son groupe Bèlè nous a habitués à l'introduction d'instruments « modernes ». Le bèlè évolue avec la formation sociale. On peut trouver des défrichages analogues chez Bwakoré, Béliya et d'autres... Citons quelques morceaux.

« **Nou Matinityé** » évoque la marche du sentiment identitaire des Martiniquais, peuple irréductible à tout autre, quelle que soit l'origine ethnique des personnes. Nous est restitué un peu de notre parcours subjectif collectif. Les causes du pseudo-sous-développement de l'Afrique sont rappelées dans « **Lafrik ja sipoté** » : immense saignée humaine de la traite, colonisation donc agression violente par les États européens, partage du continent « kon an moso gato » par les mêmes (Berlin 1884-85), assassinats de militants anticolonialistes par des puissances (ex- ?) coloniales, coups d'États fomentés par les mêmes, interventions militaires pour maintenir au pouvoir leurs alliés locaux.

Mais Mondésir répète : « Africa mwen ka espéré on jou you kèy rilévé ». On est loin du discours réactionnaire de Ti Raoul : « *Ayiti ou mélé ou pé ké jen rilévé* ». Mondésir chante aussi « **Santiago** » de Cuba, le site, son peuple, le plaisir à échanger avec les gens dans leur langue ; il fait référence à certains révolutionnaires pré-castristes.

« Santiago » témoigne de l'at-

tachement profond du visiteur, et illustre que l'on peut faire du tourisme sain dans notre Caraïbe (cf. « Voyagé » de l'AM4). On n'a pas besoin de se tourner a priori vers les pays du Nord...

« **Lago** » nous retrace l'itinéraire politique de Joseph Lagrosillière. Mona nous offre le superbe « Mi Lago ». Mondésir ne nous en propose pas une reprise, même si le début peut le rappeler. Cadre initial : l'exploitation féroce des ouvriers agricoles par les békés dans les années 1900-1910. Hommage est rendu à l'avocat SFIO défendant ces ouvriers : « Lago ka défann lé maléré ». Puis rappel de la bifurcation du « bout de chemin avec l'usine », trahison de la classe ouvrière. Lago se fondit progressivement dans le moule bourgeois électoraliste. Le final, c'est « Lago ka défann lé bienéré ». « **Ti zilèt** » rappelle les grandes étapes de l'histoire populaire, y compris des événements importants du mouvement ouvrier (pas tous).

Ces albums chantent aussi la vie courante, jamais sur un mode grossier ou glamour. Ils nous rendent plus confortables à nous-mêmes. Mais pour nous placer vraiment « hors des jours étrangers », il nous faudra une décolonisation anticapitaliste et démocratique, impliquant le peuple de bout en bout.



## CHAVEZ PRESIDENT A VIE ?

Comme un seul homme les médias aux ordres ont entonné un petit refrain : CHAVEZ veut s'imposer comme « président à vie » du Vénézuéla. Cette chansonnette a un but précis : faire venir à l'esprit l'image des Duvalier père et fils autoproclamés présidents à vie d'Haïti.

Qu'en est-il en fait ? Hugo Chavez a parlé d'organiser un référendum où il demanderait à la population de voter pour une modification de la constitution qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

En somme Hugo Chavez propose sur ce point d'aligner la constitution vénézuélienne sur celle de beaucoup de pays « démocratiques », comme la France!

La constitution française autorise le petit club fermé des candidats potentiels à la présidence à se représenter autant de fois qu'ils le désirent. Personne n'a pourtant entendu de cris d'indignation de la presse devant le risque de président à vie, en France! Il est vrai que la France est un pays « civilisé » ! Ce qui serait scandaleux dans la constitution vénézuélienne ne pose aucun problème dans la constitution française !

Mais il y a une faille encore plus curieuse dans le raisonnement de nos journalistes bourgeois c'est qu'il porte un doigt accusateur sur le seul président de la république au monde dont le mandat est constitutionnellement soumis au principe de la révocabilité !

Les vénézuéliens n'ont pas seulement le pouvoir de voter pour ou contre CHAVEZ tous les quatre ans. Ils ont aussi la possibilité au milieu du mandat de provoquer la remise en cause de ce mandat.

Cette possibilité n'est pas théorique; elle a effectivement été utilisée par l'opposition à Chavez et celle-ci a été massivement désavouée par le peuple. CHAVEZ n'a jamais parlé de revenir sur cet excellent principe de la révocabilité. Curieux pour un apprenti président à vie !

En revanche tous nos vigilants journalistes se gardent bien de proposer l'importation chez nous de ce principe radical de démocratie. Evidemment... !

## Y A 50 ANS, la LETTRE à Maurice THOREZ (suite de la page 6)

« l'heure de nous même » n'a pas sonné pour tout le monde, même parmi des adhérents bien installés dans ... le parti de Césaire ! Lettre subversive donc par tous les côtés. Malheureusement la lettre pouvait aussi donner naissance à un projet trahissant les espoirs qu'on pouvait mettre en elle.

Louis Adrassé, militant de longue date du PC, proche d'Aimé Césaire, qui par la suite rejoint le GRS, a eu l'occasion de nous raconter son immense déception devant le refus de Césaire, après son exclusion du P.C.F, de créer un PCM. Ce refus était contenu en germe dans certains termes de la lettre.

Césaire affirme y choisir « le

large contre l'étroit ». « L'étroit » était selon lui la classe ouvrière (elle représentait pourtant la majorité de la population active). Le « large » englobait la petite bourgeoisie rurale et urbaine. Ce genre « d'adieu à la classe ouvrière » n'allait pas tarder à devenir une mode de certains militants intellectuels d'ici et d'ailleurs.

Le drame pour ce qui concerne notre pays, c'est que ce choix a rendu pratiquement impossible pour l'heure le rendez-vous entre mouvement ouvrier et question nationale.

Malgré la grande timidité de ses mots d'ordre en matière de statut, le P.P.M se drapa dans un discours plus ou moins nationa-

liste. Le P.C, lui, en se déclarant à la va vite P.C.M, se prétendit seul parti de la classe ouvrière, malgré sa politique tendant à confiner la classe ouvrière dans un économisme opportuniste dépourvu de véritable ambition politique, c'est-à-dire historique.

Les travailleurs martiniquais furent donc orphelins d'une ligne politique posant clairement la question nationale et la question sociale comme les éléments indispensables et indissociables d'une véritable stratégie émancipatrice. C'est de ce divorce là, qu'aujourd'hui encore, nous payons le prix.

**30 ans après**

# LA TROISIÈME MORT DE MAO

Mao Zedong est décédé le 9 septembre 1976 à Pékin.

Trente ans plus tard, l'anniversaire de sa mort n'est évoqué, par le pouvoir chinois, que de façon confidentielle : un concert de chants révolutionnaires au palais du Peuple et quelques rétrospectives historiques dans des magazines...

Point de célébrations officielles, silence pesant dans les grands médias.

Le parti étant toujours nommé « communiste » et s'affirmant nationaliste, il lui est (encore) difficile de rompre sans ambages avec celui qui incarna la ré-

volution tout à la fois sociale et nationale de 1949.

Pour autant, à l'heure des contre-réformes capitalistes et de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comment l'État pourrait-il chanter les louanges d'un maoïsme dont le radicalisme égalitaire tend à servir aujourd'hui de drapeau aux oppositions populaires ?

**T**rop tôt pour dénoncer, trop tard pour louer, on commence par effacer les traces. Au fur et à mesure des réécritures, la politique - avant tout la politique révolutionnaire - et ses convulsions disparaissent des manuels scolaires au profit d'une histoire apaisée, lissée, d'une Chine nationaliste construisant sa puissance économique. Mao devient ainsi une note en bas de page ! C'est la troisième mort du Grand

Timonier.

Peut-on dire que la mort physique de Mao, en 1976, a été précédée, dix ans plus tôt, par sa première mort politique, dans la débâcle de la Révolution culturelle ? La victoire de 1949 avait doté le nouveau régime, le Parti communiste chinois (PCC) et la direction maoïste d'une formidable légitimité. Au fil des crises, cette légitimité s'est érodée.

La trahison, par le Mouvement de rectification, en 1957, de la libéralisation initiée au nom de la politique des cent fleurs a provoqué une première rupture avec les intellectuels critiques.

Le coûteux échec, les années suivantes, du grand bond en avant a distendu les liens entre le parti et la paysannerie - et a soulevé bien des questions au sein de l'appareil : le Grand Timonier pouvait donc se tromper, et même lourdement ?

## Tabou

À ses débuts, la Révolution culturelle de 1965-1969 et l'appel de Mao à « faire feu sur le quartier général » pour relancer la dynamique révolutionnaire ont suscité bien

*(Suite en page 16)*

## LA TROISIÈME MORT DE MAO (SUITE)

des attentes. L'amertume n'en fut que plus grande quand les Gardes rouges ont réalisé à quel point ils étaient manipulés par diverses fractions de l'appareil et quand le Grand Timonier lui-même, face au chaos dans lequel le pays était plongé, s'est rangé auprès de l'armée pour assurer un retour musclé à l'ordre. Avant de céder la place à la « bande des quatre » - dont faisait partie son épouse, Chiang Ching -, terrible caricature répressive du maoïsme. La cassure entre Mao et l'aile radicale de la jeunesse et des ouvriers était alors profonde.

La Révolution culturelle a aussi fait voler en éclats le noyau dirigeant du Parti communiste. Quelle que soit la place particulière occupée par Mao (et sanctifiée par le culte de la personnalité), ce noyau était constitué de très fortes personnalités : les Zhou Enlai, Liu Shaoshi, Zu De, Deng Xiaoping, Lin Biao... L'existence d'une telle équipe collective faisait partie, pour beaucoup, du succès du PCC. Son déchirement fractionnel marqua la fin d'une époque, et la fin du rôle pivot joué par Mao. L'histoire chinoise commença à s'écrire sans lui...

Quarante ans après la fin politique de Mao et 30 ans après son décès physique, le

PCC aimerait lui infliger une troisième mort, celle de l'oubli, en se débarrassant de son encombrant cadavre historique.

Si elle peut affirmer la continuité de l'ambition nationale, l'actuelle direction chinoise rompt radicalement avec l'héritage social de la révolution de 1949, initié par la réforme agraire, le changement de statut de la femme, la politique du « bol de riz en fer », qui assurait aux travailleurs des entreprises d'État la garantie de l'emploi et de nombreux acquis collectifs.

Il y a évidemment longtemps que les prétentions égalitaires du maoïsme ont été contredites par l'accroissement des privilèges bureaucratiques.

Mais aujourd'hui, alors que le champ doit être laissé libre au capitalisme - ce qui exige un bouleversement inégalitaire de tous les rapports sociaux -, le souvenir de Mao redevient menaçant. La référence au passé maoïste peut en effet légitimer les nombreuses résistances populaires et, aussi, imprimer sa marque au débat politique naissant.

Pour une part, ce débat a commencé par opposer, dans les années 1990, selon les termes de Au Loong-yui, les « nouveaux libéraux » à la « nouvelle gauche ».

Les premiers pensent que les blocages sont essentiellement d'ordre interne. Ils soutiennent avec enthousiasme les privatisations, le licenciement des travailleurs des entreprises d'État, l'OMC et l'intervention des états-unis en Irak. Ils sont ravis de l'implosion de l'URSS et défendent le marché, ce qui est étranger et occidental, jugeant que l'intégration à la mondialisation est la seule voie pour la modernisation du pays et son accession à la civilisation.

On retrouve, sous la seconde appellation, un ensemble très hétérogène de « sociaux-démocrates », de tenants du nationalisme économique ou de maoïstes. Ses porte-parole tendent à dénoncer les dangers externes: l'impérialisme et la mondialisation.

Dans la mesure où ils critiquent la direction du PCC (ce qui est rare), ils lui reprochent d'être trop « molle » face à l'Occident. Ils défendent l'État, le national et l'oriental. Ils feront souvent référence à l'héritage

**Politiques  
libérales**

*(Suite en page 16)*

# COUP D'ENVOI DE LA SIXIEME MARCHE MONDIALE

## Un tournant pour la « marche mondiale des femmes »

*Grâce à « l'Union des femmes de la Martinique », la marche mondiale des femmes est devenue une réalité pour de nombreuses personnes chez nous. Comme les forums sociaux, cette initiative a réussi à s'installer dans la durée et peaufine son organisation à la chaleur des luttes et des projets.*

*Du 2 au 9 juillet dernier, la Marche mondiale des femmes s'est réunie à Lima. Cette sixième assemblée a voté le déménagement de son secrétariat international vers un pays du Sud, le Brésil. C'est un tournant par rapport au début au Québec (Montréal) à l'appel de la Fédération des Femmes du Québec.*

*Aujourd'hui 5000 groupes membres représentent 164 pays. Pour rendre compte de la réunion de Lima, nous livrons de larges extraits d'une analyse de Diane Matte, coordinatrice du secrétariat international ; ils sont tirés de la revue « les autres voix de la*

*planète », excellente revue du « Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde » (CADTM ; [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org))*

Dimanche 1er juillet 2006, le coup d'envoi de la sixième rencontre internationale de la Marche mondiale a été lancé au Pérou par une fête de bienvenue.

Des femmes de 28 pays sont présentes : une cinquantaine de déléguées, 25 observatrices internationales et 40 observatrices du Pérou. La situation politique au Pérou a d'ailleurs été sans cesse présente durant cette rencontre. C'est ainsi que par exemple, le jeudi 6 juillet, une énorme manifestation des femmes membres du groupe Vaso de leche (le Verre de lait) nous a attirées dans la rue, où nous avons pu leur montrer notre solidarité.

Les femmes se rendaient au Congrès pour son dernier jour de session, afin de réclamer des budgets pour que soit maintenu le programme. Vaso de leche est une initiative née en 1984 dans la ville de Lima, qui s'est ensuite étendue au reste du pays. Selon ce programme, les enfants pauvres âgés de moins de 6 ans, les femmes enceintes et les femmes qui allaitent reçoivent un soutien alimentaire. Encore faut-il, chaque année, qu'elles descendent dans la rue pour obtenir des budgets. Leur présence dans la rue était d'autant plus

importante que es accusations de malversation financière à propos de ce programme ont couru dans les médias nationaux. Or le maintien de cette aide alimentaire est absolument vital pour des milliers de femmes péruviennes et pour leurs enfants.

A Lima, nous avons réfléchi collectivement sur l'avenir de notre mouvement et sur les actions à mener d'ici 2010.

Où souhaitons-nous aboutir comme Marche mondiale des femmes en 2010 ?

Invariablement, les deux dimensions qui ressortent de notre vision à plus long terme sont: le désir de voir la Marche mondiale des femmes comme un mouvement de plus en plus incontournable aux niveaux national, régional et international; de même que le renforcement de notre identité politique et notre diversité.

Nous voulons offrir de plus en plus de résistance aux offensives orchestrées par les hommes refusant de partager leur pouvoir et de s'engager dans l'égalité. De même qu'aux attaques des biens nantis et des conservateurs de tout acabit qui font l'apologie de l'individualisme, de l'exploitation des personnes et des ressources et la domination « naturelle » de certains groupes. Nous voulons que la Charte mondiale des femmes pour l'humanité et les valeurs qu'elle représente deviennent des outils collectifs

*(Suite en page 16)*

**30 ans après****La troisième mort de Mao** *(Suite de la page 14)*

maoïste : recherche d'une voie de développement propre, étatisme, valeurs collectivistes. Ils craignent que la désintégration du bloc soviétique n'annonce celle de la Chine et accordent une priorité absolue à la stabilité.

Cette obsession pour la stabilité explique que la « nouvelle gauche » n'a pas repris le flambeau du mouvement démocratique de 1989. Sa critique de la politique officielle s'est, certes, durcie ces dernières années mais, si elle dénonce les conditions d'entrée de la Chine dans

l'OMC, elle n'en remet pas en cause le principe.

La majorité de ses porte-parole se place du point de vue de l'État plus que de celui des résistances sociales. Elle peut donc en épouser le nationalisme.

Seule une petite minorité développe un discours plus radical, incluant les références de classe et la critique originelle, par le PCC, du nationalisme bourgeois.

Les polarisations sociales en cours ne se reflètent qu'imparfaitement dans le débat qui oppose « nouveaux

libéraux » et « nouvelle gauche ». Si les premiers représentent effectivement les nouveaux riches, la seconde ne parle pas d'une voix pour les ouvriers et les paysans entrés en résistance.

La référence à Mao peut aider à légitimer une opposition aux politiques néolibérales. Mais la reconstruction d'une gauche marxiste nécessitera aussi un retour critique sur l'héritage maoïste lui-même.

*Pierre Rousset*

## **COUP D'ENVOI DE LA SIXIEME MARCHE MONDIALE** *(suite de la page 15)*

pour faire avancer les droits de toutes et tous.

Dès lors, nous proposons d'avoir quatre champs d'actions autour desquels construire notre plan stratégique et nos actions: la paix et la démilitarisation de notre planète; la violence envers les femmes comme outil de maintien du patriarcat (contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes et marchandisation du corps des femmes); le travail des femmes (formel et informel, surcharge et exploitation du travail des femmes, type et conditions de travail); le bien commun (accès aux ressources, à l'eau, à la terre, la protection de l'environne-

ment, la souveraineté alimentaire). La Marche mondiale des femmes a vu le jour précisément parce que nous avons identifié l'impact de la mondialisation néolibérale sur la vie des femmes, de toutes les femmes, et le besoin de se donner des outils pour contrer cette logique d'exclusion, d'exploitation et de discriminations. La mondialisation actuelle renforce les systèmes d'oppression déjà en place et mine les avancées que nous avons pu faire comme mouvement des femmes dans certains pays. Ainsi, nous voyons la mondialisation comme un accélérateur pour le patriarcat, le capitalisme et le racisme.

C'est pourquoi notre lutte pour un monde meilleur comme féministes nécessite de remettre en question et changer nos modèles économiques, politiques, sociaux et culturels. Pour la Marche mondiale des femmes, l'analyse de l'impact de la mondialisation actuel-le doit être présente dans chacun de nos champs d'actions et orienter nos choix stratégiques. Tout comme l'analyse du patriarcat comme système d'oppression ayant ses propres règles, ses institutions, ses moyens de contrôle et de répression et régissant la vie de toutes les femmes fait partie de notre plate-forme commune et guide nos actions.